

AMENDÉ



rapport financier

T1
2008

leader mondial dans le traitement écologique des ordures ménagères_une approche socialement responsable_ leader mondial dans le traitement
ans le traitement écologique des ordures ménagères_une approche socialement responsable_ leader mondial dans le traitement écologique des
e mondial dans le traitement écologique des ordures ménagères_une approche socialement responsable_ leader mondial dans le traitement des c

Période terminée le 31 mars 2008

CONPOREC INC.
BILANS CONSOLIDÉS
Aux

	31 mars 2008 (non vérifié) \$	31 décembre 2007 (vérifié) \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	742 858	1 024 152
Placement temporaire	329 807	311 742
Débiteurs (note 8)	1 840 598	1 781 297
Travaux en cours (note 9)	671 861	785 197
Frais payés d'avance	576 338	449 115
Total de l'actif à court terme	4 161 462	4 351 503
Immobilisations corporelles	15 402 425	15 116 500
Actif incorporel	658 135	681 897
	20 222 022	20 149 900

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	5 594 637	4 879 359
Passif d'impôts futurs	50 000	50 000
Partie de la dette à long terme échéant en deçà d'un an (note 5)	1 376 906	1 375 201
Partie des débentures échéant en deçà d'un an (note 5)	65 712	65 712
Total du passif à court terme	7 087 255	6 370 272
Dette à long terme (note 5)	236 361	281 611
Débentures à long terme (note 5)	98 567	98 567

Capitaux propres

Capital-actions (note 6)	24 130 837	24 130 837
Surplus d'apport (note 6)	474 596	460 370
Bons de souscription (note 6)	6 775 000	6 775 000
Déficit	(18 369 729)	(17 764 404)
Écart de conversion	(210 865)	(202 353)
	12 799 839	13 399 450
	20 222 022	20 149 900

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Les états financiers consolidés qui sont inclus dans ce rapport, n'ont pas été révisés par les vérificateurs externes de la Société.

Au nom du Conseil d'administration

(signé)

 Laurier Pedneault

(signé)

 Jean Beaudoin

CONPOREC INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT
Pour les périodes terminées le 31 mars

	Période de trois mois	
	2008 (non vérifié) \$	2007 (non vérifié) \$
Chiffre d'affaires	2 999 988	1 802 781
Frais d'exploitation directs	2 526 739	1 393 821
Bénéfice avant frais de vente et d'administration et autres éléments	473 249	408 960
Frais de vente et d'administration	900 500	1 063 337
Perte avant les éléments suivants	(427 251)	(654 377)
Amortissement des immobilisations corporelles	144 737	141 659
Amortissement des actifs incorporels	23 762	23 762
Intérêts sur la dette à long terme	8 934	176 404
Intérêts et frais bancaires	641	14 634
Gain provenant de la radiation des dettes et débetures	-	(6 924 155)
	178 074	(6 567 696)
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(605 325)	5 913 319
Impôts exigibles	-	-
Impôts futurs	-	-
Bénéfice (perte) net	(605 325)	5 913 319
Déficit au début de la période	(17 764 404)	(19 814 528)
Frais d'émissions d'actions	-	(520 755)
Déficit à la fin de la période	(18 369 729)	(14 421 964)
Bénéfice (perte) par action		
De base	(0,05)	0,60
Dilué	(0,05)	0,51
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		
De base	12 692 413	9 829 265
Dilué	12 692 413	11 550 267

CONPOREC INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Pour les périodes terminées le 31 mars

	Période de trois mois	
	2008 (non vérifié)	2007 (non vérifié)
Bénéfice (perte) net	(605 325)	5 913 319
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices:		
Variation nette des gains (pertes) non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(8 512)	(30 741)
Résultat étendu	(613 836)	5 882 578

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés qui sont inclus dans ce rapport, n'ont pas été révisés par les vérificateurs externes de la Société.

CONPOREC INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
Pour les périodes terminées le 31 mars

	Période de trois mois	
	2008	2007
	(non vérifié)	(non vérifié)
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice (perte) net	(605 325)	5 913 319
Ajustements pour		
Amortissement des immobilisations corporelles	144 737	141 659
Gain sur aliénation d'immobilisation corporelles	-	-
Amortissement des actifs incorporels	23 762	23 762
Rémunération à base d'actions	14 226	17 562
Gain provenant de la radiation des dettes et débentures	-	(6 924 155)
	(422 599)	(827 853)
Variation nette des éléments hors caisse du fond de roulement	642 087	(779 071)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	219 488	(1 606 924)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(430 661)	(896 803)
Produit de l'aliénation d'immobilisations corporelles	-	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(430 661)	(896 803)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions ordinaires et bon de souscription	-	7 500 000
Frais d'émission d'actions et bons de souscription	-	(520 755)
Augmentation de la dette à long terme	-	166 937
Remboursement de la dette à long terme	(43 544)	(3 857 881)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(43 544)	3 288 301
Incidence des fluctuations du taux de change sur l'encaisse	(8 512)	(30 741)
Augmentation nette des espèces et quasi-espèces	(263 229)	753 833
Espèces et quasi-espèces au début	1 335 894	4 257 157
Espèces et quasi-espèces à la fin du trimestre	1 072 665	5 010 990
Informations supplémentaires		
Intérêts payés	9 575	189 298
Impôts sur les bénéfices payés	-	-

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Les états financiers consolidés qui sont inclus dans ce rapport, n'ont pas été révisés par les vérificateurs externes de la Société.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. NATURE DES ACTIVITÉS ET MODE DE PRÉSENTATION

La Société est constituée en vertu de la *Loi Canadienne* sur les sociétés par actions et exerce des activités de gestion intégrée des résidus et de valorisation par compostage.

Les états financiers consolidés intérimaires non vérifiés de la Société ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR) et sont conformes à ceux que l'on retrouve dans les états consolidés vérifiés au 31 décembre 2007.

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée au cours de la période actuelle.

CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les états financiers ont été dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, qui suppose que l'entreprise sera en mesure de réaliser ses biens et d'acquitter ses obligations dans le cours normal de ses affaires dans un avenir prévisible.

Toutefois, la société a subi des pertes d'exploitation récurrentes et son déficit accumulé est de 18 369 729 \$ au 31 mars 2008.

En mars 2007, en contrepartie d'une somme de 3 750 000 \$ et l'émission de 831 963 actions ordinaires, la société a éliminé des dettes totalisant 12 904 000 \$ de son passif pour un gain sur règlement de dettes de 6 924 000 \$. Les 22 décembre 2006 et 21 février 2007, Amsterdams Effectenkantoor B.V. (« AEK ») a effectué des placements privés en actions ordinaires pour un total de 11 500 000 \$ dans la société. Cette restructuration des dettes et du capital, les placements privés de AEK ainsi que les revenus provenant des opérations courantes ont permis à la société de poursuivre son exploitation au cours de l'exercice 2007 et du premier trimestre de 2008.

L'hypothèse de la continuité d'exploitation de la société repose sur sa capacité à trouver le financement additionnel nécessaire à supporter son fonds de roulement et son développement. La direction étudie présentement divers scénarios et plans de financement lui permettant d'assurer la continuité d'exploitation de la société au-delà du 31 décembre 2008. Les présents états financiers ne comportent aucun redressement ni classement d'éléments d'actif et de passif qui pourraient s'avérer nécessaires si la société se montrait incapable de poursuivre ses activités.

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables de la Société sont définies aux "notes 2 et 3" des états financiers consolidés vérifiés de 2007. La Société a adopté les modifications suivantes en 2008.

En décembre 2006, l'ICCA a publié le chapitre 3862 intitulé « Instruments financiers - informations à fournir », le chapitre 3863 intitulé « Instruments financiers – présentation » et le chapitre 1535 intitulé « Informations à fournir concernant le capital ». Ces trois chapitres s'appliquent aux états financiers des exercices ouverts à partir du 1er octobre 2007. Par conséquent, la société a adopté les nouvelles normes au cours de son exercice débutant le 1er janvier 2008. Le chapitre 3862 qui traite des informations à fournir à l'égard des instruments financiers, impose aux entités de fournir des informations au sujet de : a) l'importance des instruments financiers au regard de la situation financière et de la performance financière de l'entité et b) la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont l'entité gère ces

risques. Le chapitre 3863 comporte les exigences en matière de présentation des instruments financiers et des dérivés non-financiers. Le chapitre 1535 sur les informations à fournir concernant le capital exige la présentation d'informations sur les objectifs, les politiques et les procédés de gestion de capital d'une entité.

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a publié le chapitre 3064 intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » remplaçant le chapitre 3062 intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et le chapitre 3450 intitulé « Frais de recherche et de développement ». Des modifications à des fins d'uniformité ont été apportées à d'autres chapitres du Manuel de l'ICCA. Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des exercices ouverts à partir du 1er octobre 2008. Par conséquent, la société adoptera les nouvelles normes au cours de son exercice débutant le 1er janvier 2009. Le chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition après leur comptabilisation initiale et aux actifs incorporels des entreprises à but lucratif. Concernant les écarts d'acquisition, le chapitre 3064 comporte les mêmes exigences que l'ancien chapitre 3062. La société évalue présentement l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur ses états financiers consolidés.

3. GESTION DU CAPITAL

Les objectifs de la Société dans la gestion de son capital, sont de sauvegarder la capacité de continuer son exploitation afin de :

- fournir un bon rendement à ses actionnaires;
- préserver sa capacité de respecter ses engagements financiers;
- maintenir une structure du capital permettant de choisir entre diverses options de financement pour réaliser ses projets de développement.

La Société définit son capital comme étant ses capitaux-propres, ses dettes à long terme et ses débetures à long terme. Pour maintenir ou ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions, peut contracter de nouvelles dettes, peut acheter ou disposer d'actifs, et peut ajuster ses montants d'encaisse et de placements à court terme.

4. INSTRUMENTS FINANCIERS

RISQUE DE CRÉDIT

La société est exposée à un risque de crédit en ce qui concerne ses comptes clients. La quasi-totalité des affaires de la société est réalisée auprès d'organismes municipaux ou supra-municipaux. Des provisions sont constituées et maintenues à l'égard de pertes éventuelles. Au 31 mars 2008, quatre clients constitués de municipalités représentaient 96 % des comptes clients.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Les dettes à long terme portent des taux d'intérêt fixes. La débeture porte un taux variable sur tout solde impayé à la date exigible. Par conséquent, les risques de trésorerie sont minimes.

RISQUE DE CHANGE

Les comptes clients en devises américaines s'élèvent à 113 152 \$ (110 586 \$ US) au 31 mars 2008. Les comptes clients en euros s'élèvent à 109 346 \$ (67 640 €) au 31 mars 2008. Les comptes clients en devise australienne s'élèvent à 362 321 \$ (385 858 \$ AUD).

Les comptes fournisseurs en devises américaines s'élèvent à 113 933 \$ (111 350 \$ US) au 31 mars 2008. Les comptes fournisseurs en euros s'élèvent à 783 597 \$ (484 719 €) au 31 mars 2008. Les comptes fournisseurs en dollars australiens s'élèvent à 256 951 \$ (273 643 \$ AUD) au 31 mars 2008. La société ne gère pas activement ce risque.

JUSTE VALEUR

Pour certains instruments financiers de la société, dont l'encaisse, les placements, les débiteurs et les créiteurs, les valeurs comptables sont représentatives de la juste valeur en raison de leur brève échéance. La juste valeur de Développement économique Canada et des autres emprunts est approximativement de 125 000 \$.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

L'hypothèse de la continuité d'exploitation de la Société repose sur sa capacité de trouver du financement additionnel nécessaire à supporter son fonds de roulement et son développement. La direction étudie présentement divers scénarios et plans de financement lui permettant d'assurer la continuité d'exploitation au-delà du 31 décembre 2008.

La Société est exposée à un risque de liquidité car l'encaisse est de 742 858 \$ au 31 mars 2008.

5. DETTE À LONG TERME

Le tableau suivant résume l'évolution des dettes et débetures à long terme depuis la fin de l'exercice 2007 :

	31 mars 2008	31 décembre 2007
Obligations relatives à des contrats de location-acquisitions remboursables par versements mensuels jusqu'en 2012	413 267 \$	456 812 \$
Débetures Développement économique Canada remboursable par cinq (5) paiements égaux de 2007 à 2011	164 279 \$	164 279 \$
Solde du prix à payer en 2008 sur l'acquisition d'un terrain et bâtiments	1 200 000 \$	1 200 000 \$
	<hr/> 1 777 546 \$	<hr/> 1 821 091 \$
Portion court terme des dettes et débetures	(1 442 618 \$)	(1 440 913 \$)
	<hr/> 334 928 \$	<hr/> 380 178 \$

6. CAPITAL-ACTIONS

a) AUTORISÉ

Un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale est autorisé.

Au 31 mars 2008, il y a 12 692 413 actions ordinaires en circulation pour une valeur aux livres de 24 130 837 \$. Aucun changement dans le capital-actions n'est survenu au cours du trimestre.

b) OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

Lors de la prise de contrôle inversée survenue en 2005, la Société a adopté un régime d'options d'achat d'actions dans le but d'octroyer aux administrateurs, dirigeants, employés et consultants de la Société des options visant l'achat d'actions ordinaires. Le nombre maximal d'actions ordinaires qui peuvent être émises en vertu du régime ne peut excéder 488 250. Aucune option ne peut être octroyée pour une période dépassant cinq ans.

Le 5 février 2008, 50 000 options ont été octroyées à un dirigeant, aucune option n'a été annulée ou levée durant le trimestre. Au 31 mars 2008, la Société comptait 194 000 options en circulation.

31 mars 2008		
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré \$
Options en circulation		
au début	144 000	4,80
Octroyées (1)	50 000	1,30
Annulées	-	-
Exercées		
Options en circulation		
à la fin	194 000	3,90
Options pouvant être levées à la fin		
	102 733	4,46

(1) La juste valeur des options octroyées a été estimée selon le modèle Black-Scholes selon les hypothèses suivantes:
Taux d'intérêt sans risque: 3,29% Durée prévue: 5 ans
Taux dividende prévu: 0,00% Volatilité de: 75,00%

La juste valeur de chaque option attribuée a été déterminée au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes et comptabilisée selon la méthode de l'acquisition graduelle des droits. Ainsi, la Société a reconnu une dépense de 14 226 \$ au premier trimestre 2008, représentant la dépense de rémunération. La contrepartie se retrouve dans le surplus d'apport.

c) BONS DE SOUSCRIPTION EN COURS

Date de l'octroi	Nombre	Prix \$	Échéance
27 mai 2005	839 518	5,70 \$	23 juin 2008
18 août 2006	600 000	2,50 \$	18 août 2008
22 décembre 2006	1 904 761	2,30 \$	22 décembre 2008
21 février 2007	3 571 429	2,30 \$	21 février 2009
	<u>6 915 708</u>		

Durant le trimestre, 600 000 bons de souscription octroyés le 24 mars 2006 d'une durée de 2 ans et d'un prix d'exercice de 2,50 \$ chacun, ont été annulés.

7. INFORMATION SECTORIELLE

Les activités de la Société se regroupent sous deux catégories distinctes, soit l'opération d'usines de traitement des déchets et les projets de développement incluant le démarchage, la vente de procédés et la construction d'usines sur les marchés nationaux et internationaux. La classification de ces secteurs d'activités est établie en fonction de la provenance du chiffre d'affaires et de la structure des coûts inhérents à ces deux types d'activités.

Le BAIIA correspond à la ligne intitulée "Bénéfice avant les éléments suivants" à l'état consolidé des résultats.

a) INFORMATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Période de trois mois	
	31 mars 2008	31 mars 2007
	\$	\$
Usines de traitement des ordures		
Chiffre d'affaires	2 016 767	1 708 226
BAIIA	(394 743)	193 055
Amortissement des immobilisations corporelles	144 737	141 659
Projets de développement et éliminations		
Chiffre d'affaires	983 221	94 555
BAIIA	(32 508)	(847 432)
Amortissement des actifs incorporels	23 762	23 762
Total		
Chiffre d'affaires	2 999 988	1 802 781
BAIIA	(427 251)	(654 377)
Amortissement des actifs	168 499	165 421
Actifs	20 222 022	21 757 709

b) INFORMATIONS PAR SECTEUR GÉOGRAPHIQUE

	Période de trois mois	
	31 mars 2008	31 mars 2007
	\$	\$
Chiffre d'affaires		
Canada	2 045 057	1 769 729
États-Unis	-	30 803
France	2 303	2 249
Australie	952 628	-

8. DÉTAIL DES DÉBITEURS

Le tableau suivant montre le détail des débiteurs respectivement au 31 mars 2008 et au 31 décembre 2007.

	31 mars 2008	31 décembre 2007
	\$	\$
Comptes clients ⁽¹⁾	1 653 533	1 401 503
Coentreprise ⁽²⁾	53 866	186 294
Crédit d'impôt ⁽³⁾	125 278	186 095
Autres ⁽⁴⁾	7 921	7 406
	<u>1 840 598</u>	<u>1 781 297</u>

⁽¹⁾ Les comptes-clients regroupent la consolidation des débiteurs provenant du cours normal des opérations de l'usine de Sorel-Tracy, de Conporec SAS (Tournan-en-Brie), du consortium détenu à part égale avec Stearns & Wheeler Services (New York), de Conporec Pty (Mindarie) et de l'équipe de développement interne de Conporec.

⁽²⁾ Suite à la consolidation des activités de la coentreprise, ce montant représente la partie des débiteurs intercompagnie qui est due par le partenaire du projet.

⁽³⁾ Ce montant représente les différents crédits d'impôts à la recherche et développement et autres subventions pour lesquels la Société attend un remboursement.

⁽⁴⁾ Ce montant représente principalement les dépôts de garantie faits dans le cadre de contrats de développement.

9. DÉTAIL DES TRAVAUX EN COURS

Ce montant regroupe les travaux qui ont été effectués par Conporec inc. pour Conporec SAS dans le cadre du projet de Tournan-en-Brie. Ces montants sont comptabilisés au coût et seront facturés au client du projet lors de la reprise des travaux.

10. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

La Société a annoncé le 27 février 2008 que son conseil d'administration a autorisé un placement privé de 5 000 000 \$ CAD à 6 000 000 \$ CAD ou de 3 333 000 € à 4 000 000 € (le «placement privé»). Les services d'Amsterdams Effectenkantoor B.V., une firme de courtage et de gestion basée à Amsterdam (NE), déjà partenaire de Conporec, ont été retenus par Conporec afin de l'assister dans ce placement privé.

Selon la lettre d'intention, ce placement privé sera effectué à un prix de 1,00 \$ CAD l'action, ou encore de 0,67 € l'action, soit l'équivalent du taux de clôture du 26 février 2008 des actions de Conporec inscrites à la Bourse de croissance TSX inc. du Canada. Un total variant de 5 000 000 à 6 000 000 de nouvelles actions seront alors émises pour réaliser le placement privé dont la date de clôture est prévue au 31 mai 2008 afin de finaliser les discussions avec un partenaire européen potentiel. Les actions ordinaires émises seront sujettes à une période de détention de quatre mois, le tout en conformité avec les politiques des Autorités canadiennes.